

ÉDITORIAL

Par NICOLAS DEMORAND

Blessures

Depuis dix ans, la République a un problème avec l'islam. Avec ses enfants de culture ou de confession musulmane. Nous avons tous la même nationalité, exactement la même carte d'identité et le même passeport. Les mêmes droits et devoirs. Un soupçon est pourtant systématiquement entretenu qui, en période électorale, tourne invariablement à la machine à stigmatiser. Et souligne qu'il existe malheureusement différentes catégories de citoyens français : ceux qui le sont de plein droit ; ceux auxquels il est constamment demandé, qu'importe leur histoire, celle de leurs parents ou grands-parents, de faire la preuve de leur loyauté. Comment nos concitoyens musulmans vivent-ils cette somme de blessures quotidiennes ? Comment reçoivent-ils le grand raffut sur la viande halal, si peu de temps après le pitoyable débat sur l'inégalité des civilisations et, naguère, l'identité nationale ? La politique permanente du coup de menton et des alternatives simplistes ? Et l'ingéniosité infinie, à la frange extrême de la droite, pour déchoir tel ou tel de sa nationalité ? Contrairement à ce que répètent en boucle les tenants du « politiquement incorrect » ou ceux qui prétendent « dire la vérité aux Français », construire collectivement un destin commun ne définit pas l'angélisme mais le cœur même du projet républicain. Et le lieu où, dans cette campagne électorale, se mesure le plus nettement la profondeur du clivage entre la gauche et la droite ; l'écart maximal entre les définitions de la nation, ouverte ou fermée, à l'aise avec sa diversité ou la vivant comme une menace. C'est aussi sur ces différentes France possibles que devront se déterminer les électeurs.



Après avoir organisé l'islam de France, puis misé sur l'Union des organisations islamiques pour gagner le vote musulman, le candidat a adressé, mardi, une mise en garde très politique à ses dirigeants.

Islam: le trouble jeu de Nicolas Sarkozy

Par BERNADETTE SAUVAGET

Entre les polémiques politiques et les descentes policières dans les milieux islamistes, le rassemblement annuel de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, lire page 5) où sont attendus, demain, plusieurs milliers de musulmans, est au cœur de la campagne présidentielle. Déjà sonnée par l'interdiction de la ve-

nue de six conférenciers, l'organisation a même reçu, mardi, une sévère admonestation de la part de Nicolas Sarkozy. « Je ne tolérerai pas que puissent s'exprimer au cours d'une manifestation publique organisée sur le sol français les porteurs d'appels à la violence, à la haine, à l'antisémitisme, qui constituent des attaques insupportables contre la dignité humaine et les principes républicains », écrit-il, dans une lettre rendue publique

mardi, à Ahmed Jaballah, le président de l'UOIF. Retour sur dix ans de relations tumultueuses entretenues par le président-candidat avec les milieux musulmans, tentant d'abord de les séduire avant de privilégier un discours sécuritaire pour couper l'herbe sous le pied de l'extrême droite.

2002-2005 : LA LUNE DE MIEL
Dès qu'il prend ses fonctions de ministre de l'Intérieur après la

réélection de Jacques Chirac en 2002, Nicolas Sarkozy s'attelle au chantier de l'islam de France. Rien de bien neuf, car ses prédécesseurs Place Beauvau avaient aussi manifesté la volonté de doter la communauté musulmane d'instances représentatives. Depuis les années 80, l'islam est la deuxième religion de France et commence à susciter les polémiques. Pour arriver à ses fins et créer, en 2003, le Conseil français



Nicolas Sarkozy
à la Grande Mosquée
de Paris, le 14 mars.
PHOTO ALBERT FROUDE

Les dix interpellations d'hier dans les milieux salafistes après celles de vendredi font peser le soupçon d'une justice instrumentalisée, à moins de vingt jours de la présidentielle.

Des arrestations très opportunes

Le communautarisme et la menace islamiste, voilà l'ennemi. Nicolas Sarkozy n'a pas attendu la tuerie de Toulouse pour s'emparer du sujet. Aiguillonné par l'extrême droite, il met désormais les bouchées doubles, mobilisant son gouvernement et les services de l'Etat. «Gesticulation électorale», s'est écrié hier le Front national, après les nouvelles arrestations d'islamistes radicaux. Marine Le Pen n'a sans doute pas tort de faire remarquer que sans l'affaire Merah, certains prédicateurs islamistes n'auraient pas été interdits de congrès de l'UOIF au Bourget.

Quarante-huit heures après la mort de Merah, le FN dénonçait la délivrance d'un visa à Youssef al-Qaradawi, théologien égyptien et invité habituel du congrès de l'UOIF. Le lendemain, Claude Guéant annonçait que ce dernier serait interdit d'entrée sur le territoire français pour cause de «fort risque de troubles à l'ordre public». Après comme avant Toulouse, le couplet contre l'islamisme reste le sommet des discours de campagne. A Nancy, vendredi, comme à Villepinte le 11 mars, Sarkozy n'est jamais autant applaudi que lorsqu'il vante «le courage» de la droite qui a eu «la force de dire non à la burqa» tandis que la gauche abdiquait devant les islamistes.

«Tri». Ces derniers jours, la multiplication des opérations de police dans les milieux salafistes ou jihadistes, sur impulsion de l'Elysée, continue d'alimenter le soupçon sur les arrière-pensées du président-candidat. Si le réseau Forsane Alizza, démantelé le 30 mars, était déjà dans le viseur de deux juges antiterroristes, dont Marc

Trévidic, qui n'a plus à prouver son indépendance, les dix arrestations d'hier, notamment à Roubaix et Marseille, relèvent d'une volonté politico-policière manifeste. Sitôt les arrestations de membres présumés de Forsane Alizza, Sarkozy lui-même en avait prédit d'autres: «Dans les semaines qui viennent, nous continuerons ce travail absolument systématique qui consiste à assurer la protection des Français en ne tolérant pas ce type d'activité.» Après le ratage, par les services de police et de renseignement, de Merah et les meurtriers de sept

«On nous demande: combien de Merah avez-vous encore dans la nature? Comme on n'est pas devins, tous les mecs qui clignent, on les arrête.»

Un haut responsable de la DCRI

militaires et juifs au nom d'Al-Qaeda, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), qui a été vivement attaquée pour n'avoir pas su détecter la dangerosité de cet «électron libre» ayant séjourné en Afghanistan et au Pakistan, ne veut plus prendre aucun risque: «On nous demande de tous côtés et de tous les bords politiques: combien de Mohamed Merah avez-vous encore dans la nature? Comme on n'est pas devins, tous les mecs qui clignent, on les arrête», affirme un porte de la DCRI. Du coup, la DCRI a fouillé ses dossiers de «jihadistes» partis en Afghanistan où souhaitant y aller, et de «cyberjihadistes»: «On a trouvé vingt individus isolés avec, pour la plupart, un profil

à la Merah.» Selon nos informations, la DCRI a apporté lundi ces vingt dossiers au parquet anti-terroriste de Paris et a réclamé autant d'enquêtes préliminaires, mais n'en a obtenu que huit pour «associations de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme». Un haut magistrat explique à Libération que «le parquet a fait le tri et a refusé d'ouvrir lorsque les indices sur les risques de passage à l'acte étaient insuffisants. Il a été clairement indiqué à la DCRI que cette opération d'urgence n'était pas inenlendable, mais que ce fonctionnement ne peut s'installer dans la durée. Des enquêtes méritent d'être approfondies et la justice ne peut être instrumentalisée».

«Spectacle». En colère mais fataliste, le pont de la DCRI s'en lave les mains: «On en a demandé vingt, on en a eu huit, on a arrêté dix gars pour les débriefer et lever le doute. On est sous embargo judiciaire, on est légalistes et on n'ira plus jamais au-delà. Mais si un de ceux que la justice ne nous a pas autorisés à placer en garde à vue tue quelqu'un, tant pis, ce n'est plus notre problème.» Pour sa part, M^e Isabelle Coutant-Peyre déplore que la justice qui «sert servilement les intérêts électoraux du président candidat» ait ratissé trop large dans «l'opération spectacle Forsane Alizza avec caméras de télé» et écroué son client, un Français, fonctionnaire et converti des Hauts-de-Seine de 26 ans, au casier judiciaire vierge, «poursuivi pour ses opinions, avoir participé à une réunion virtuelle sur le site de Forsane Alizza et détenu une carabine .22 Long Rifle avec autorisation de la préfecture».

ALAIN AUFRAY et PATRICIA TOURANCHEAU

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Nicolas Sarkozy a adressé une lettre virulente aux dirigeants de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), les mettant en garde à la veille de leur rassemblement annuel.

L'ENJEU

A dix-huit jours du premier tour, le candidat-président agite la menace islamiste.

Sarkozy fait alors le constat que la seule organisation à dimension nationale tenant la route, est l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). «C'est une sorte de Parti communiste de l'islam, très structuré et gardien de l'ordre», souligne un ancien responsable du ministère de l'Intérieur. Du coup, une véritable lune de miel commence entre Nicolas Sarkozy et l'UOIF. L'harmonie culmine, le 19 avril 2003, avec l'intervention du ministre de l'Intérieur au rassemblement du Bourget, devant une assemblée où hommes et femmes ont été soigneusement séparés, assis chacun de leur côté. Sur le fond, l'UOIF et Nicolas Sarkozy partagent une vision conservatrice de l'ordre social et du rôle singulier des religions en la matière. Mais le ministre se cherche aussi des relais politiques. Il rêve à un vote des mosquées pour contrer le vote beur, réputé acquis à la gauche. Il promet à l'UOIF qu'elle aura, un jour, la présidence du CFCM (cela n'arrivera jamais), marque, en 2004, ses réticences à l'égard de la loi qui interdit le port du voile islamique à l'école, voulue et soutenue par Jacques Chirac. «Il ne faut pas croire que Nicolas

Sarkozy a été complaisant à l'égard de l'UOIF, soutient cependant l'anthropologue Dounia Bouzar, qui a siégé un temps au CFCM. Il leur a arraché, par exemple, cette déclaration sur le fait que le voile n'était pas une prescription religieuse.»

2005-2010: DU DÉSINTÉRÊT À LA RANCŒUR

En 2005, Nicolas Sarkozy opère un virage très net dans ses relations avec les musulmans. Il a acquis la certitude que le vote musulman lui échappe. A-t-il conscience d'avoir commis une erreur en s'appuyant sur l'UOIF? Toujours est-il qu'avant et après les émeutes en banlieues de l'automne 2005, Nicolas Sarkozy durcit son discours sécuritaire, promet de nettoyer les quartiers difficiles au Kärcher et fustige les immigrés qui égorgent les moutons dans leur baignoire. L'UOIF ne lui pardonne pas. En avril 2007, elle appelle implicitement à voter François Bayrou.

Glacial, Nicolas Sarkozy devenu président de la République règle ses comptes en octobre 2007 lorsqu'il se rend à la Grande Mosquée de Paris pour un repas de rupture de jeûne de rama-

Suite page 4

REPÈRES

LE CFCM

Créé en 2003 à l'initiative de Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, le Conseil français du culte musulman est l'instance représentative des musulmans de France. Chargé de l'organisation du culte, il n'exerce pas d'autorité religieuse.

Près de 30 islamistes radicaux présumés ont été arrêtés en deux vagues: 17 membres ou sympathisants du groupuscule dissous Forsane Alizza (dont 13 ont été mis en examen et neuf écroués) le 30 mars, et une dizaine d'autres, hier.

«Les responsables de notre pays considèrent bien l'UOIF [Union des organisations islamiques de France] comme proche des islamistes, sinon même des terroristes.»

Marine Le Pen vendredi

5 à 6

millions de musulmans vivent sur le territoire français. Ce qui en fait la deuxième religion de France.

Le rassemblement annuel de l'UOIF, organisé du 6 au 9 avril, est la plus importante rencontre des musulmans en France. Il attire plus de 100 000 visiteurs chaque année au Parc des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis).

«Je n'ai pas compris comment un ministre de l'Intérieur avait pu aller à une réunion de l'UOIF et s'exprimer devant une salle où hommes et femmes étaient séparés.»

François Hollande vendredi

Suite de la page 3 dan. Il apostrophe publiquement Fouad Alaoui, secrétaire général de l'UOIF, en lui demandant des nouvelles de son ami Bayrou... Malgré ses relations très peu cordiales avec Nicolas Sarkozy, l'inamovible Dalil Boubakeur a réussi, lui, à garder la main et à se maintenir comme président du CFCM, une institution dont il n'a pourtant jamais voulu.

En 2008, l'heure du Maroc a sonné. La présidence du CFCM passe à Mohammed Moussaoui. En fait, le projet de l'islam de France a échoué. Censée donner une autonomie aux musulmans de France par rapport à leurs pays d'origine, la création du CFCM a produit l'effet inverse. Surtout pour le Maroc, qui, après les attentats de Madrid en 2004, se préoccupe de sa diaspora en Europe. Les communautés marocaines y sont suspectées d'être des bases arrières pour l'islamisme et le jihadisme. En 2006, le Rassemblement des musulmans de France (RMF), proche du Maroc,

est créé et devient la force dominante au CFCM, qui connaît des crises à répétition. Paris privilégie alors l'axe avec Rabat.

2010-2012: L'AGENDA DE MARINE LE PEN

A l'approche de l'élection présidentielle de 2012, les relations entre Nicolas Sarkozy et la communauté musulmane continuent à se

En 2007, les électeurs musulmans avaient voté majoritairement à gauche. En 2012, le scénario devrait se reproduire.

dégrader. Sur la scène politique en Europe et en France, l'islamophobie gagne du terrain. Les Pays-Bas en sont une sorte de laboratoire. En 2010, Geert Wilders et son Parti de la liberté (PVV), fers de lance du discours antimusulman, deviennent la troisième force politique en raflant 16% des voix aux élections législatives. En France, le site internet Riposte

laïque et le Bloc identitaire orchestrent cette montée de l'islamophobie. À la tête du Front national, Marine Le Pen a retenu la leçon néerlandaise. Aux élections régionales de 2010, elle inaugure un discours très antimusulman qui va diffuser à droite... Ainsi, souvent contre l'avis de l'Elysée, le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, monte le ton, impose la loi contre la burqa, organise en avril 2011 une journée d'études très controversée sur la laïcité.

Lancées par Marine Le Pen, les polémiques se succèdent : prières de rue, halal et, la semaine dernière, la charge contre l'UOIF avec, en ligne de mire, les relations que Sarkozy a entretenues par le passé avec l'organisation. A l'Intérieur, Claude Guéant joue les pompiers. Préventivement, le ministère avait lancé une réforme du CFCM qui devait aboutir avant la présidentielle. Projet plus que compromis...

En campagne, Sarkozy est contraint de répliquer jusqu'à interdire, la semaine dernière, l'entrée du territoire à de prestigieux conférenciers du monde musulman – comme Youssef al-Qaradawi, le théologien le plus réputé des Frères musulmans – conviés régulièrement au rassemblement annuel de l'UOIF au Bourget avant la lettre très ferme du Président à Ahmed Jaballah. Au même moment, le gouvernement multiplie les opérations contre les milieux salafistes.

En 2007, les électeurs musulmans avaient voté majoritairement à gauche. Selon Jérôme Fourquet, directeur adjoint de l'Ifop et spécialiste du vote religieux, le scénario devrait se reproduire en 2012 et prévoit que 80% des électeurs musulmans soutiendront le candidat socialiste, François Hollande, au second tour. Depuis longtemps, la partie est perdue pour Nicolas Sarkozy. L'islam de France, lui, s'apparente désormais à un champ de ruines. ◆

À la mosquée de Villeurbanne, les croyants venus échanger après les drames de Toulouse et Montauban dénoncent la mise en cause politique de leur religion.

«L'islam est une bouée de sauvetage pour politiques»

«Il faut participer plus que jamais aux élections», lance un homme. «Je n'ai jamais voté avant cette année, mais là je vais le faire parce que ce qui nous manque, à nous, c'est d'être reconnus en tant que Français musulmans», déclare une femme. Mardi soir, à la mosquée Othmane de Villeurbanne (Rhône), Azzedine Gaci, le recteur, a organisé une réunion pour discuter des «réponses à ce qui se passe et ce qui risque de se passer». Allusion aux fusillades de Toulouse et Montauban, aux expulsions d'imams, à la demande de dissolution par Marine Le Pen de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, lire page suivante) – dont Azzedine Gaci est membre –, et à l'impact de ces faits sur le processus électoral en cours. «À chaque fois qu'un événement survient et met en émoi la communauté, nous organisons ce type de débat pour donner la parole aux musulmans», explique le recteur.

«Identité». A l'étonnement des participants eux-mêmes, l'invitation a suscité une certaine affluente. Une quarantaine de personnes ont répondu présent. Deux tiers d'hommes, un tiers de femmes tête nue ou portant le foulard. Ils ont entre 30 et 40 ans, sont responsables de mosquées ou d'associations, enseignants en collège, en lycée ou à l'université, chefs d'entreprises, cadres moyens ou supérieurs, éducateurs sociaux. Et musulmans pratiquants. L'affaire Mohamed Merah, et ses répercussions sur l'image que la société française a de l'islam et des musulmans, est au cœur de leurs préoccupations. «Quand j'ai appris l'identité de la personne, je suis resté abattu pendant plusieurs heures», dit un homme. «Le lendemain, j'observais les gens dans la rue pour voir s'ils me regardaient

différemment», confie une femme qui ne porte pas le foulard. Pourtant, les uns et les autres se disent intégrés socialement et économiquement. Deux filles en témoignent : «Je suis bien ancrée, bien calée dans la société française. J'ai de très bonnes relations avec mes collègues non musulmans. Je parle de ma religion ouvertement», affirme l'une. «Je n'ai pas de problèmes avec la France, ni avec la société française. La plu-

REPORTAGE

part ici, hommes comme femmes, nous sommes des cadres. Mais j'ai des problèmes avec le gouvernement et ceux qui instrumentalisent l'islam», confie l'autre. Et un jeune homme : «Je suis en harmonie avec mon identité française et mon identité musulmane, mais, pour vivre en paix, je ne m'informe pas.»

Unaniment, ces musulmans dénoncent la récupération politique et médiatique des événements de Toulouse et Montauban. «En période électorale, parler de l'islam ou du halal permet aux politiciens d'occulter leurs échecs ou leurs difficultés à trouver des solutions aux maux de la société. L'islam est pour eux une bouée de sauvetage en quelque sorte», commente l'un.

Un autre va plus loin, affirmant que «ceux qui détestent l'islam ont une stratégie, des agendas, un menu déroulé et un plan». Visés, aussi bien le FN que certains laïcistes de gauche. Azzedine Gaci intervient : «Les politiques portent une lourde responsabilité, on le sait, mais est-ce que nous portons, nous, en tant que musulmans, une responsabilité dans ce qui s'est passé?» Cette invitation à une éventuelle autocritique ne rencontre guère d'écho. Les participants



à la réunion se veulent avant tout victimes. «J'en ai marre d'être sondé à toutes les sauces. Notre capacité à vivre avec les autres, on la démontre tous les jours. Observez-nous!» lance un homme.

A priori, tous participeront aux prochains scrutins. «Normalement oui», tempère

l'un d'entre eux. «Est-ce que c'est licite ou illicite de voter?» interroge un autre. La question fait effectivement débat chez les radicaux. «Si on ne vote pas, on n'est pas citoyen, c'est illicite», rétorque un participant. Reste à choisir son candidat. «Y a-t-il un sentiment anti-Sarkozy chez les musulmans?» interroge Azzedine Gaci. «Il est généralisé dans toute la société», rigole un homme. A priori, le président-candidat n'aurait pas été réélu mardi à la mosquée Othmane.

«Moindre mal». Au-delà des réflexes corporatistes incitant les chefs d'entreprise à voter à droite, et les fonctionnaires à gauche, «les musulmans sont complètement perdus, ils ne savent pas vers qui se tourner», observe un homme. «Du point de vue de la famille, la droite est plus proche des valeurs musulmanes que la gauche», explique un jeune qui a décortiqué le programme des candidats avec un groupe d'amis. «Je suis chef d'entreprise, ex-UMP, mais je vais voter Mélenchon, car il est le seul à avoir dénoncé l'islamophobie ambiante», affirme un autre. Un homme résume la pensée générale : «Personne ne nous représente aujourd'hui. On va voter pour le moindre mal. Mais c'est un peu le cas de tous les Français.»

De notre correspondante à Lyon
CATHERINE COROLLER



Réunion à la mosquée Othmane de Villeurbanne, mardi.





PHOTOS JJEAN-FRANÇOIS MARIN

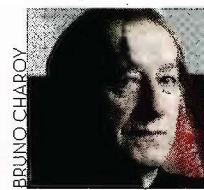
Arrivé Place Beauvau sous Jospin, cet ancien RG s'est rendu indispensable par sa connaissance du monde musulman.

Bernard Godard, la personnalité du culte

Comme les chats, Bernard Godard, 61 ans, le «Monsieur islam» du ministère de l'Intérieur et des Cultes aurait-il neuf vies ? Sa longévité à un poste exposé étonne. Les majorités changent, les ministres passent, Bernard Godard demeure. Sa connaissance pointue des réseaux et des hommes ont fait de lui un homme clé incontournable de la gestion de l'islam en France. Il a été à la manœuvre pour mettre en place techniquement le Conseil français du culte musulman (CFCM). A plusieurs reprises, il a été envoyé au front pour sauver les meubles quand le CFCM menaçait de sombrer, pour négocier à Alger ou à Rabat la venue d'imams pendant le ramadan, voire aussi pour expliquer aux gouvernements étrangers la politique musulmane de la France.

«C'est la mémoire de l'islam de France», dit de lui un ancien responsable du ministère de l'Intérieur. Bernard Godard est incollable sur tout ce qui concerne les affaires musulmanes de l'Hexagone, capable de dresser en quelques minutes la carte des mosquées, le rapport de forces, les réseaux influents dans toutes les villes. Il tient les dossiers depuis quinze ans et sait négocier.

Sur le terrain, même s'il en agace ou en dérange plus d'un, l'homme est respecté. Flic de gauche, ex-délégué CFDT, il arrive Place Beauvau, en 1997, dans les valises de Jean-Pierre Chevènement.



BRUNO CHAPOY

En 1999, le «Che» lance une consultation sur l'islam. Le projet est de construire des instances représentatives. C'est Sarkozy, en 2003, qui fera aboutir politiquement le chantier. Le «technicien» de l'ombre, c'est Godard.

Né au Maroc, marié à une Algérienne, il avoue volontiers sa passion pour les mondes arabe et musulman. Souvent sollicité pour des colloques et des formations, il conquiert ses auditoires par ses connaissances et ses analyses. Diplômé d'arabe (qu'il parle un peu) et de sciences politiques, Bernard Godard a derrière lui une longue carrière aux Renseignements généraux. Dès le milieu des années 80, à la préfecture de police de Paris, il fut l'un des premiers à s'intéresser à la montée de l'islamisme.

Homme d'action, il est aussi coauteur d'un ouvrage de référence sur l'islam, *les Musulmans en France* (Robert Laffont, 2007) et boucle actuellement un mastère sur l'islamophobie à l'Ecole pratique des hautes études. Place Beauvau, il a eu ses traversées du désert et ses retours en grâce. Parfois, tel ministre s'est étonné (ou a feint de s'étonner) de le voir encore dans les murs. A la Grande Mosquée de Paris, le recteur Dalil Boubakeur aurait aussi bien voulu l'enrôler comme conseiller. Le carnet d'adresses et l'expertise de l'ancien flic n'auraient, en effet, pas de prix.

B.S.



L'Union des organisations islamiques de France, filiale des Frères musulmans, ne fait pas recette auprès des jeunes.

L'UOIF, une branche en baisse

Née en 1983 en Meurthe-et-Moselle, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) constitue la branche française des Frères musulmans. Ses fondateurs étaient des étudiants marocains et tunisiens venus achever leur parcours universitaire en France, autrement dit des «blédards» aux yeux des jeunes musulmans français issus de l'immigration qui fréquenteront plutôt le réseau de Tariq Ramadan, petit-fils du fondateur des Frères.

Cette ligne de fracture culturelle n'a jamais été réellement résorbée. Soutenue financièrement par des Etats du Golfe, l'UOIF s'est investie dans un travail social, s'appuyant sur un réseau d'associations locales.

«Ennahdisation». Dirigée initialement par des Tunisiens, elle passe, à la fin des années 90, aux mains de Lhaj Thami Breze et Fouad Alaoui, tous les deux originaires du Maroc. L'organisation «frériste» acquiert une visibilité et une notabilité au cours des années 2000 avec la création du Conseil français du culte musulman (CFCM).

Aujourd'hui, l'UOIF fédère environ 200 associations locales. Si le siège de l'organisation se trouve à La Courneuve, l'UOIF a très peu de relais en Seine-Saint-Denis, le principal département musulman de France. Elle y a en face d'elle l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis (UAM-93), de M'hammed Henniche, aux solides réseaux locaux, notamment dans les municipalités.

L'année dernière, le tunisien Ahmed Jaballah, théologien de l'organisation, a été élu à la présidence de l'UOIF. Après le long règne des «Marocains», le clan tunisien a repris la main. Jusqu'alors, Ahmed Jaballah, formé à la Zitouna de Tunis, l'une des grandes facultés de théologie du monde arabe, et à la Sorbonne, se consacrait essentiellement au développement de l'Institut européen des sciences humaines (IESH). Basée à Saint-Denis, l'IESH est, en France, la faculté de théologie de l'UOIF, un établissement très fréquenté.

Auprès des jeunes générations musulmanes de France, l'UOIF conserve encore son image d'or-

ganisation de «blédards». Sa «notabilisation» dans les années 2000 lui a également porté préjudice. Dans ses instances dirigeantes, l'UOIF n'a guère intégré des jeunes musulmans français ou des convertis. Parmi ses adversaires, certains suspectent une «ennahdisation» de l'UOIF. Son nouveau président est, de fait, un compagnon de route du parti islamiste Ennahda, au pouvoir en Tunisie.

«Muslim Pride». La grande réussite de l'UOIF est, sans conteste, le rassemblement annuel du Bourget (Seine-Saint-Denis), qui se tient traditionnellement le week-end de Pâques. Cette sorte de «Muslim Pride», mêlant interventions politiques, conférences religieuses et foire commerciale attire plusieurs dizaines de milliers de musulmans. Cependant, la fréquentation a connu une baisse significative l'année dernière. Elle est désormais concurrencée par de nouvelles manifestations, comme le Salon Paris Halal Expo qui vient d'avoir lieu à la Porte de Versailles.

B.S.